



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Peut-on encore parler de jeunes ruraux ?

Yves Lambert

### Résumé

L'essentiel des particularités des jeunes ruraux, qui forment un quart des jeunes, tient à la présence des agriculteurs et à la sur-représentation des ouvriers. On constate toutefois que les nouveaux modes de vie juvéniles sont moins répandus qu'en ville et que les ouvriers ruraux s'éloignent davantage de la gauche que leurs collègues urbains. L'attachement au rural (54 % des jeunes ruraux mais seulement 36 % des lycéens et étudiants) et au lieu de résidence (23 %) s'avère relatif et conditionné par la préférence pour les communes les plus grandes et assez proches des villes.

### Abstract

The principal distinguishing features of rural youth (25 % of the total youth population) are due to the overwhelming presence of farming and working classes. It is noticeable, however, that new lifestyles are less widespread and that rural workers are moving further away from the Left than urban workers. The attachment to rural life (54 % of rural youth, but only 36 % of students) or to the village (23 %) is nevertheless relative and condition- ned by a preference for the larger parishes and proximity to towns.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Lambert Yves. Peut-on encore parler de jeunes ruraux ?. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 76-80;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4196>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1991\\_num\\_202\\_1\\_4196](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4196)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## PEUT-ON ENCORE PARLER DE JEUNES RURAUX ?

Yves LAMBERT\*

### Résumé :

L'essentiel des particularités des jeunes ruraux, qui forment un quart des jeunes, tient à la présence des agriculteurs et à la sur-représentation des ouvriers. On constate toutefois que les nouveaux modes de vie juvéniles sont moins répandus qu'en ville et que les ouvriers ruraux s'éloignent davantage de la gauche que leurs collègues urbains. L'attachement au rural (54 % des jeunes ruraux mais seulement 36 % des lycéens et étudiants) et au lieu de résidence (23 %) s'avère relatif et conditionné par la préférence pour les communes les plus grandes et assez proches des villes.

### Summary :

#### DOES RURAL YOUTH STILL EXIST ?

The principal distinguishing features of rural youth (25 % of the total youth population) are due to the overwhelming presence of farming and working classes. It is noticeable, however, that new lifestyles are less widespread and that rural workers are moving further away from the Left than urban workers. The attachment to rural life (54 % of rural youth, but only 36 % of students) or to the village (23 %) is nevertheless relative and conditioned by a preference for the larger parishes and proximity to towns.

Avec Olivier Galland, nous avons réalisé une enquête par questionnaire auprès de 2400 jeunes ruraux (pendant l'automne 1987-1988) puis des interviews complémentaires (en 1990) (1). Il ne s'agit pas d'un échantillon représentatif par quotas mais, afin de saisir les effets de localité, d'un choix raisonné de dix zones d'emploi présentant des situations contrastées aux points de vue démographique, économique et idéologique : Redon et Lannion (Bretagne), Yvetot (Haute-Normandie), Molsheim et Neuf-Brisach (Alsace), Dreux (Centre), Rochechouart et Brive (Limousin), Béziers et Montpellier (Languedoc-Roussillon). Dans chaque zone a été constitué un échantillon de communes réparties en ZPIU (Zone de Peuplement Industriel et Urbain) et hors-ZPIU, toutes rurales au sens INSEE sauf deux. Tous les jeunes de 19 et de 25 ans y ont été rencontrés (sauf 10 à 15 %, indisponibles ou réticents), le choix de ces deux classes permettant de neutraliser les effets d'âge. Outre le fait de s'adresser aux jeunes ruraux, l'originalité de cette enquête est d'appréhender l'entrée dans la vie adulte comme un tout : formation, emploi, habitat, couple, loisirs, vie locale, religion, politique, attitudes civiques et sociales. On définit ici la jeunesse comme

une étape du cycle de vie marquée par l'accès à l'autonomie ; et le critère INSEE a été retenu pour des raisons pratiques, la frontière rural/urbain étant un continuum. Ce premier article présente quelles sont les principales spécificités des jeunes ruraux ; l'article suivant (O. Galland) analysera les configurations idéologiques et civiques qui se dégagent parmi eux.

Selon le RGP de 1982, 24,5 % des 15-24 ans étaient des jeunes ruraux au sens INSEE (communes dont l'agglomération principale compte moins de 2 000 h.), soit un jeune sur quatre. Par conséquent, statistiquement, on s'en serait douté, les jeunes ruraux existent. Oui, mais se distinguent-ils des autres jeunes, sur quels points ? Et les éventuelles spécificités tiennent-elles simplement à des différences de composition socio-professionnelle par rapport aux jeunes urbains, ou bien renvoient-elles à quelque chose d'autre qui particulariserait un jeune rural vis-

\* Directeur de Recherche à l'INRA.

1. Cette enquête a été financée par l'INRA, le CNRS (PIRTEM), le ministère de la Recherche et de la Technologie et le ministère des Affaires Sociales (MIRE). Que soient également remerciés I. Fournier, du LASMAS (tirage de

l'échantillon de l'enquête « emploi », A. Percheron, du CEVIPOF (l'exploitation de l'échantillon de l'O.I.P.), et B. Roze, de l'INRA de Rennes (graphiques). Pour les résultats de cette enquête, cf. Galland O., Lambert Y. (1990). - *Les Jeunes ruraux*, Paris, Rennes, INRA-CNRS. Un ouvrage paraîtra fin 1991 (Galland, Lambert).

à-vis d'un jeune citadin de même niveau scolaire ou de même milieu social ? Pour répondre à ces questions, l'idéal serait évidemment de disposer d'une enquête portant à la fois sur les ruraux et sur les urbains. Notre recherche concerne seulement les ruraux mais nous avons plusieurs moyens de comparaison. Nous avons repris certaines questions souvent utilisées par les enquêtes de sociologie de la famille, de la religion ou de la politique. J'ai établi des tableaux comparatifs à partir du RGP de 1982, Olivier Galland a retraité l'enquête « emploi » de 1987 et A. Percheron a bien voulu nous obtenir une exploitation particulière du sondage 1987 de l'Observatoire Inter-régional du Politique. Nous pourrions donc faire le point sur la formation, l'emploi, les modes de vie, la religion, la politique et la ruralité.

## DES MODES DE VIE QUI CONSERVENT CERTAINES PARTICULARITÉS

Nous passerons très vite sur la formation et l'emploi, où les particularités des jeunes ruraux tiennent essentiellement au fait que leurs origines sociales sont plus populaires (moins de « professions intermédiaires » et de cadres) ou que les plus diplômés quittent davantage le milieu rural (d'où ce niveau d'études moins élevé à 25 ans) ; de même, le moindre développement du secteur tertiaire explique le chômage plus élevé des jeunes ruraux, qui affecte surtout les filles (cf. le tableau 1). Remarquons que notre échantillon est assez proche des populations de jeunes ruraux de 19 ans et de 25 ans de l'enquête « emploi » : il sous-représente légèrement les origines les plus modestes (ouvriers non qualifiés) et les niveaux les plus bas (jeunes sans qualification).

On sait que les nouvelles mœurs juvéniles se sont répandues à partir des classes moyennes urbaines et des étudiants. Les jeunes ruraux étant un peu moins diplômés, plus souvent ouvriers ou actifs agricoles, il n'est pas surprenant que soient moins répandus chez eux ces modes de vie intermédiaires entre la résidence chez les parents et la fondation d'une famille, tels que la vie solitaire, le logement avec des amis ou la vie en couple non marié : à 25 ans, 17 %, contre 35 % chez l'ensemble des jeunes et 46 % parmi les jeunes de la région parisienne (enquête « emploi »). A l'inverse, à cet âge, les jeunes ruraux sont relativement plus nombreux à être encore chez leurs parents (36 % contre 26 % de l'ensemble des jeunes) ou à être déjà mariés (45,5 % contre 38,6 %). Or ces différences ne sont que partiellement dues à un chômage un peu plus élevé, aux aides-familiales agricoles, à la sur-représentation des classes populaires, au taux inférieur d'étudiants ou au décalage des dates d'enquête.

On peut déceler ici deux particularités rurales que l'enquête « jeunes ruraux » (INRA-CNRS) permet de confirmer et de préciser. Tout d'abord, les jeunes ouvriers ruraux conservent davantage que leurs homologues urbains le modèle dit de « l'installation », qui consiste à ne quitter le domicile des parents que pour se marier ou pour vivre en couple non marié. Il faut dire aussi que les « chambres » et « studios » sont plus rares en milieu rural où, par contre, la maison des parents autorise une cohabitation plus facile. En second lieu, les jeunes filles des classes moyennes qui, en ville, ont été un vecteur privilégié des nouveaux modes de vie, restent, elles aussi, plus longtemps dans leur famille, en milieu rural, lorsqu'elles travaillent, notamment pour la raison précédente (ceci,

indépendamment du fait que l'allongement des études et la difficulté de l'insertion professionnelle tendent à prolonger le séjour chez les parents). Par conséquent, il semble bien, à en juger également par nos interviews, que cet écart ne traduise pas uniquement un « retard » dans l'adoption de nouvelles normes mais aussi une particularité rurale notamment liée à l'habitat : la maison, à laquelle tous les jeunes ruraux se montrent fortement attachés.

Comparaison de l'échantillon « jeunes ruraux » (INRA-CNRS) avec l'enquête « emploi » 1987 de l'INSEE (total colonne = 100).

	19 ans				25 ans			
	J. Ruraux INRA CNRS (A)	J.R. INSEE (B)	R.P. INSEE (C)	Ens. INSEE (D)	J.R. INRA CNRS (A)	J.R. INSEE (B)	R.P. INSEE (C)	Ens. INSEE (D)
<b>Origine sociale</b>								
— agriculteurs	17,4	17,7	0,6	6,7	28,5	24,8	5,9	9,7
— art. commerc.	13,5	11,1	6,7	9,9	9,6	9,3	11,5	10,8
— cadres	6,9	6,3	31,1	12,5	4,1	1,8	18,3	8,6
— prof. interm.	13,0	14,4	15,8	16,6	8,8	11,9	18,8	15,3
— employés	10,6	8,7	15,9	13,4	11,3	7,9	12,9	12,6
— ouvrier qual.	25,3	25,9	19,5	26,1	21,4	26,5	20,8	27,8
— ouvrier non qual.	13,3	15,8	10,4	14,8	15,3	17,9	11,8	15,3
<b>Situation</b>								
— emploi	32,3	23,8	14,8	21,8	76,5	69,5	73,4	71,6
— chômage	12,6	13,8	8,5	12,3	11,2	16,3	9,9	13,6
— études	50,0	56,0	73,0	59,7	3,6	1,2	9,7	5,0
— militaires	3,6	4,8	2,3	3,8	0,4	0,4	0,6	0,4
— inactifs	1,4	1,6	1,4	2,4	8,3	12,7	6,3	9,5
<b>Formation</b> (lycéens, étudiants*)								
— supérieur	38,6	17,4	27,1	22,9				
— 2 <sup>e</sup> cycle sec.	31,4	37,1	43,3	40,3				
— techn. court ou moins	29,9	45,6	29,5	36,8				
<b>Diplôme obtenu</b> (études terminées)								
— supérieur					13,2	7,9	20,8	14,4
— bacc., BT	8,6	1,6	6,0	2,3	11,1	9,7	22,0	14,1
— CAP, BEP	56,4	46,0	31,1	40,2	42,5	39,4	29,1	36,2
— BEPC ou moins	35,1	52,3	62,9	57,5	33,1	43,1	28,0	35,3
<b>Groupe socio-professionnel</b>								
— agriculteurs	5,4	4,9	0	2,8	12,4	9,7	0	2,3
— art. commerc.					2,8	3,5	1,4	2,3
— cadres, p. int.	4,1	3,6	13,5	4,9	17,7	13,3	36,3	25,5
— employés	38,1	39,1	59,8	45,4	29,4	23,3	43,1	35,2
— ouvriers qual.	28,2	11,0	13,5	13,2	24,2	27,4	11,7	19,8
— ouvriers non qual.	23,5	41,4	13,2	33,7	13,6	23,0	7,5	14,5
<b>Statut</b>								
— non sal., a.f.	5,6	7,2	0,0	3,8	15,9	13,9	2,5	5,6
— intérim	3,6	1,9	3,8	1,9	1,5	0,9	1,7	1,6
— apprenti	33,2	33,9	13,7	29,5	2,8	0,6	2,0	1,4
— CDD*	20,3	13,0	15,6	13,4	11,0	3,9	3,4	4,4
— CDI*	31,2	24,2	43,7	30,6	52,3	66,8	68,0	66,2
— état, tit.	1,6	3,7	6,0	2,9	12,1	7,9	15,3	13,5
— état, non tit.	4,5	16,0	17,1	17,7	4,4	6,0	7,0	7,4
<b>Salaire &lt; 5 000 F /mois</b>					51,8	60,2	25,4	51,1
<b>Mode de vie</b>								
— chez les parents	68,3	77,1	89,7	79,0	30,5	36,0	24,1	25,8
— seuls	4,3	0,8	2,1	2,8	14,6	2,9	18,4	13,0
— avec amis	1,7	3,5	4,4	5,6	1,0	4,8	8,1	6,7
— couple n. marié	3,4	0,9	1,4	2,1	10,8	9,1	19,7	15,0
— couple marié	1,9	0,6	0,3	1,3	40,8	45,5	29,4	38,6
— rattachés	20,5	17,1	2,0	9,2	2,3	1,7	0,4	0,9

\* CDD : Contrat à Durée Déterminée.

\* CDI : Contrat à Durée Indéterminée.

(A) Echantillon « jeunes ruraux » (J.R.) de l'enquête INRA-CNRS  
(B) « Jeunes ruraux » de l'enquête « Emploi » INSEE (J.R. INSEE)  
(C) Jeunes de la Région Parisienne de l'enquête « Emploi » INSEE (R.P. INSEE)

(D) Ensemble des jeunes de l'enquête « Emploi » INSEE

(\*) L'enquête « Emploi » a été réalisée en mars 1987, soit l'année scolaire précédente par rapport à notre enquête, d'où ces différences de niveau scolaire.

Notre enquête confirme que la permissivité a pénétré en milieu rural puisque seulement 9 % des jeunes ruraux interrogés estiment qu'il faut être marié ou en couple pour avoir une relation sexuelle. Mais surtout, elle révèle un fossé parmi les jeunes d'origine agricole. Ceux qui veulent être agriculteurs sont plus traditionalistes (en cela, ils sont proches des ouvriers non qualifiés), préférant, par exemple, le modèle de la femme au foyer, alors que les autres, et en particulier les filles, sont plus proches des nouvelles normes, privilégiant l'activité professionnelle autonome de la femme. On peut d'ailleurs se demander si cela ne contribue pas à expliquer que 8 % seulement des filles se voient agricultrices dans dix ans contre 48 % des garçons, ou que les futurs agriculteurs aient plus de mal à se trouver une « copine » (et l'on sait leur risque plus grand de célibat). Ce sont aussi les futurs agriculteurs qui ont les loisirs les plus spécifiques (bricolage, chasse, bal) ; s'ils n'étaient, par ailleurs, bien insérés dans la vie locale, on pourrait craindre une marginalisation culturelle d'une partie d'entre eux, compte tenu de leur déclin démographique (ils ne représentent plus que 10 % des jeunes ruraux).

### UN RÔLE SOCIAL PLUS GRAND DE LA RELIGION

En ce qui concerne la religion, le milieu rural se caractérisait par une pratique religieuse en moyenne plus élevée qu'en ville, en particulier en raison de la plus forte pratique des agriculteurs, ainsi que par des contrastes nettement plus accusés : dans l'Ouest, l'Alsace ou le sud du Massif central, certaines zones comptaient plus de 80 % de pratique régulière et, dans l'Ouest, de scolarisation catholique (aucune ville n'atteignait ces taux). Les grandes tendances sont les mêmes que pour l'ensemble des jeunes : chute des pratiques, relativisation des croyances et, inversement, déclin de l'anticléricalisme, mais elles revêtent certaines particularités. Les niveaux de pratique régulière (10 %) et de croyance en Dieu ou en l'au-delà ne sont guère plus élevés que chez l'ensemble des jeunes. Du coup, les contrastes géographiques se sont fortement atténués, sauf sur le plan scolaire : la pratique régulière est tombée à 17 % dans la zone de Redon, 26 % à Molsheim, 18 % à Neuf-Brisach, contre, à l'autre extrême, 4 % dans le Limousin et 3 % à Béziers, tandis que la scolarisation catholique reste majoritaire à Redon. Les agriculteurs restent les plus pratiquants (19 %). Le recul du laïcisme et de l'anticléricalisme peut se mesurer au fait que 88 % des jeunes interrogés pensent qu'il faut laisser la liberté de choix entre école publique et école privée (10 % en le regrettant), cependant qu'en Limousin les non-pratiquants stricts sont moins nombreux qu'autrefois.

Il se confirme - les sondages le laissaient supposer - que le christianisme conserve un rôle social plus important en milieu rural qu'en ville en raison, en particulier, de l'interconnaissance locale et des relations de parenté, surtout chez les agriculteurs mais aussi dans les autres milieux. Ainsi 88 % des jeunes ruraux de l'enquête déclarent-ils appartenir à une religion, contre environ 70 % de l'ensemble des « 18-24 ans » ; 83 % sont catholiques, contre environ les deux-tiers. De même, 82 % assistent aux cérémonies (mariage, enterrement, etc.), 72,5 % envisagent un mariage religieux et 78 % projettent de faire baptiser leurs enfants. En revanche, un peu plus de la moitié se marieront à l'église « plutôt pour la famille » que « par conviction », et seulement 51 % feraient catéchiser leurs

enfants. Tradition ? Si, à l'exemple de l'enquête européenne de 1981, nous introduisons la distinction entre un Dieu personnel (« qui connaît chacun personnellement », 34 % des réponses, ici) et un Dieu impersonnel (50 % des réponses), nous retrouvons deux formes tendanciennes de christianisme : un christianisme ecclésial et un christianisme culturel (ou déiste), ce dernier étant statistiquement plus important chez les ruraux (au détriment de l'athéisme que l'on rencontre davantage en ville). Enfin l'astrologie a presque autant pénétré en milieu rural qu'en ville (21 % disent regarder souvent leur horoscope) et la sorcellerie reste étonnamment présente (ou revient ?) : une moitié disent connaître des cas ou y croire, et dans tous les milieux.

### UN CHASSÉ-CROISÉ POLITIQUE ENTRE CLASSES MOYENNES ET OUVRIERS

Les comportements politiques des jeunes ruraux ne paraissent guère plus spécifiques que leurs comportements religieux et, là encore, les différences régionales tendent à se niveler. La proportion de jeunes ruraux qui s'intéressent à la politique (21 %) ou qui se classent sur l'échelle gauche-droite (84 %) est à peu près la même que pour l'ensemble des jeunes, mais le taux d'inscription sur les listes électorales est plus élevé (89 % dans notre enquête) et 93 % connaissent le nom de leur maire. Sans doute faut-il y voir un effet de l'interconnaissance et de l'intérêt plus grand pour la politique à l'échelle locale. D'ailleurs les jeunes ruraux sont moins nombreux à indiquer une proximité vis-à-vis d'un parti et, 6 mois avant l'élection présidentielle de 1988, 32 % étaient incapables de dire à quelle formation politique appartenaient MM. Barre, Chirac, Lajoinie et Rocard. Cette plus grande distance à l'égard des partis tient aussi au niveau de formation inférieur des ruraux car le degré d'implication politique est d'autant plus grand que ce niveau est plus élevé.

Les jeunes ruraux s'avèrent être un peu plus à droite que les autres jeunes en raison du comportement conservateur des agriculteurs, mais aussi parce que les jeunes ouvriers et employés ruraux manifestent une crise de classement politique ainsi qu'un mouvement d'éloignement par rapport à la gauche, voire une nette sensibilité au lepénisme. Pour expliquer le vote plus modéré des ouvriers ruraux, on ne peut plus se contenter d'invoquer les racines paysannes, la maison individuelle, la dispersion territoriale et le caractère plus personnalisé des rapports sociaux. Alors que la culture prolétarienne s'effondre dans les banlieues ouvrières où, par contre, le lepénisme fait une percée, le vote ouvrier « bouge » aussi dans les campagnes : dans les régions de tradition de gauche, comme le Limousin ou Béziers, les ouvriers ne sont plus le groupe le plus à gauche, et, dans les régions les plus à droite, comme l'Alsace, ce sont eux qui sont les plus sensibles aux thèmes lepénistes. Plus largement, on observe un chassé-croisé entre les jeunes des classes populaires, qui s'éloignent de la gauche, et les jeunes des classes moyennes (surtout dans le secteur public ou assimilé), qui, du coup, en sont les plus proches ; de même, parmi les jeunes citadins, les ouvriers ne sont plus le groupe le plus à gauche. Donc, déjà en 1987 et 1988, une partie des jeunes ouvriers et employés ne se reconnaissait plus dans la gauche et faisait du Front national l'exutoire de son mécontentement, comme l'ont ensuite confirmé les interviews : beaucoup ne voient pas ce qui différencie désormais la

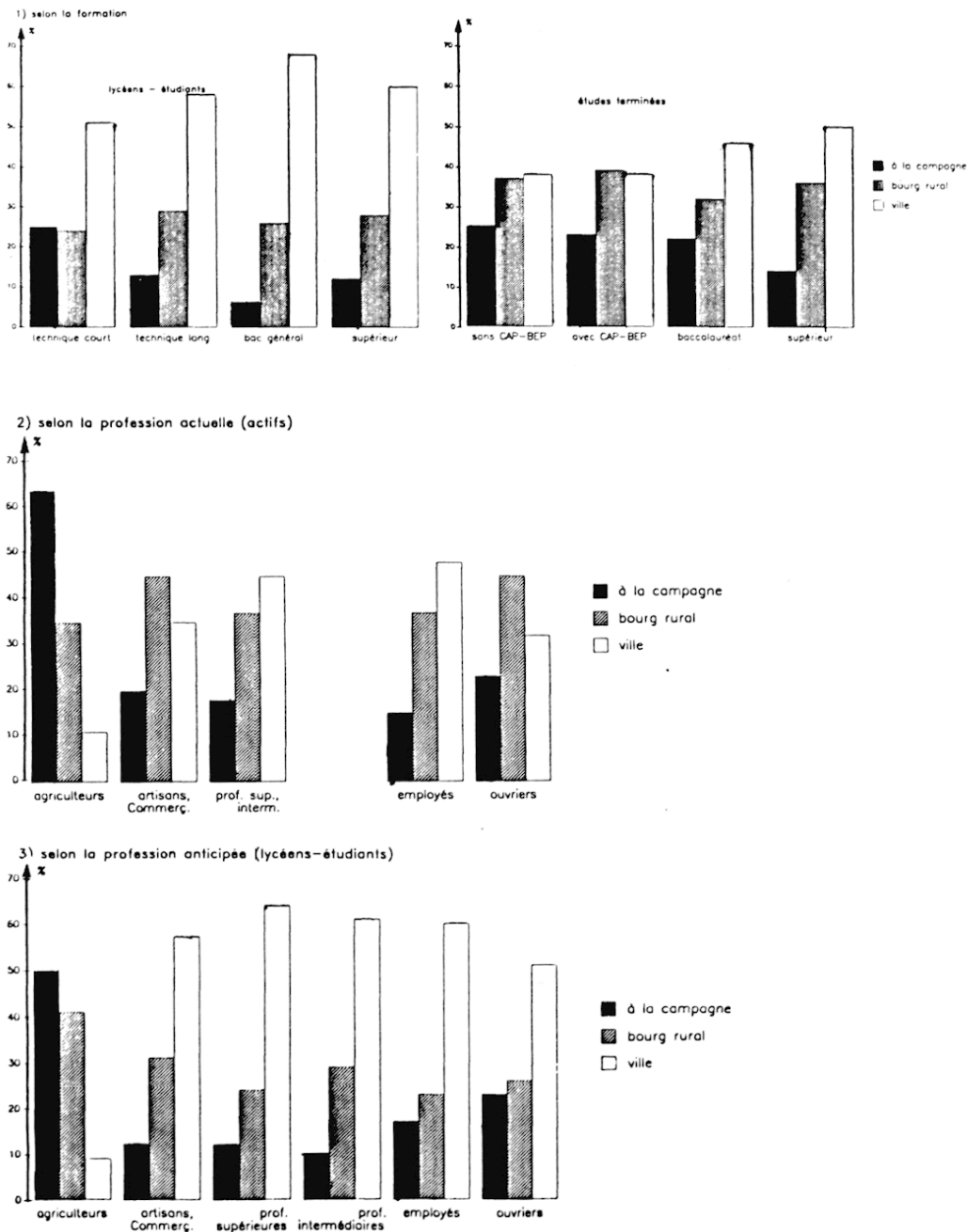
droite et la gauche, et tendent à mettre tous les partis classiques « dans le même sac ».

### L'IDÉAL : LA CAMPAGNE A LA VILLE

L'enquête « jeunes ruraux » fait apparaître une double tendance au glissement vers la ville [(graphiques parties 1) et 2)]. Tout d'abord, seulement 54 % souhaitent rester en milieu rural ; ce taux descend à 36 % chez ceux qui n'ont pas terminé leurs études, contre 62 % des autres, qui sont en majorité âgés de 25 ans et qui ne comprennent plus les jeunes déjà partis en ville. L'exode rural semble donc se poursuivre mais il est contre-balançé par un important flux inverse, puisqu'un quart des jeunes de l'enquête ont surtout habité en ville, et il sera sans doute freiné par l'attachement unanime à la maison individuelle. En

second lieu, il se produit un mouvement de concentration vers les communes plutôt grandes et proches de la ville, qui sont considérées comme les plus « plaisantes » et les plus... « tranquilles », alors que les villages petits et lointains sont majoritairement jugés « morts » et « perdus » (graphique partie 1). En effet, c'est par opposition à l'image d'entassement et d'agitation que représente la ville qu'on apprécie l'agrément et le calme d'une bourgade, mais on veut tout de même que celle-ci soit « vivante » et qu'elle offre un minimum de loisirs, de commerces et de services. L'isolement semble être la hantise des jeunes ruraux, qui sont d'ailleurs plus équipés en voitures que les citadins. En somme, l'idéal, ce ne serait pas la ville à la campagne, comme le préconisait Alphonse Allais, mais la campagne à la ville.

Proportion de jeunes ruraux souhaitant vivre à la campagne, en bourg rural ou en ville selon la formation et la profession.



Un autre enseignement important de cette enquête est le fait que les jeunes ruraux sont moins attachés au « pays » qu'à la région. Appelés à se prononcer sur « l'endroit où vous habitez », ils se sont répartis ainsi entre les trois réponses suivantes:

— « je suis bien ici, je ne me verrais pas vivre ailleurs », 23 %

— « vivre ici ou ailleurs, l'important c'est d'être bien installé », 54 %

— « si je pouvais, j'irais vivre ailleurs », 23 %.

Si l'on précise ce que signifie cet « endroit » à l'aide des questions sur l'aire géographique de résidence, on s'aperçoit qu'un quart à un tiers tiennent à leur commune ou aux environs, que le département ne constitue pas vraiment une aire de référence (mais une petite moitié souhaite y rester) et que 67 % désirent rester dans leur région (60 % des lycéens ou étudiants, 71 % de ceux qui ont terminé leurs études). En outre, quant à partir au loin, désormais on pense plus à l'Europe qu'à la région parisienne.

## LA LOGIQUE DES ATTITUDES FACE AU RURAL ET AU LOCAL

Les tendances à quitter le milieu rural, à se rapprocher de la ville ou à partir dans une autre région obéissent toutes à la même logique. Elles sont d'autant plus grandes que l'on a moins vécu en milieu rural (ou dans la région), que les racines locales, en particulier familiales, sont moins grandes, et que le niveau scolaire ou social est plus élevé. Les trois vont souvent de pair mais sans déterminisme étroit : ainsi, parmi les jeunes installés en milieu rural en emploi stable, ceux des « professions intermédiaires » (instituteur, technicien, infirmière, cadre moyen, etc.) s'y plaisent mieux que les ouvriers. Il s'avère que le rapport à la langue régionale (ou au « patois ») synthétise remarquablement cette logique, ce qui contribue à expliquer que ce soit souvent un enjeu passionnel, cristallisant le rapport au local et au régional. Enfin, il est sans doute instructif de relever que les zones les plus appréciées sont le Languedoc (habitat groupé, soleil), Molsheim, en Alsace (habitat groupé, emploi) et Redon, en Bretagne (habitat dispersé mais communes assez grosses et animées) ; en revanche, le Limousin est pénalisé par le problème de l'emploi, et la zone rurale (sud) de Dreux est la plus mal aimée en raison, notamment, de l'effet repoussoir de la ville de Dreux, de l'émiettement en communes trop petites, de l'insuffisance de l'animation locale (du moins selon les réponses sur les loisirs)... et de l'absence d'identificateur linguistique. C'est, en tout cas, la seule région sans parler spécifique, celui de l'Ile-de-France étant devenu celui de tous les Français.

Une autre variable résume assez bien le système des attitudes vis-à-vis du rural et du local : c'est précisément le fait de se sentir, ou non, « différent des jeunes vivant en ville, dans les manières d'être et les opinions ». Les réponses à cette question sont moins discriminantes mais non moins significatives car elles se rapportent plutôt aux mœurs, comme si c'était d'abord sur ce terrain là qu'on se jugeait face aux citadins. Un tiers seulement des jeunes

ruraux se sentent différents des jeunes citadins. Nous ne sommes pas surpris de remarquer que les scolaires (15 %) et les filles, surtout les filles vivant en couple non marié (23 %), se sentent peu différents, ce qui confirme leur tendance plus forte à épouser les normes urbaines ou, du moins, perçues comme telles. A l'opposé, ce sont les agriculteurs mais aussi les jeunes déjà mariés ou les jeunes des professions intermédiaires et supérieures en emploi stable bien insérés en milieu rural qui se voient le plus différents des jeunes urbains, c'est-à-dire ceux qui en sont effectivement les plus éloignés (agriculteurs) ou bien ceux qui le sont par leur installation dans un mode de vie caractérisé par le mariage et l'habitat rural.

## DES ENSEIGNEMENTS A EN TIRER POUR L'AVENIR DU RURAL

En conclusion, nous aimerions souligner deux choses. La première, c'est que l'opposition rural/urbain ne joue pas un rôle important dans la manière de se définir des jeunes ruraux, qui ne se pensent pas dans ces termes. Le fait d'être né et d'avoir vécu dans le monde rural ne sépare plus radicalement de ceux qui en sont étrangers comme cela pouvait être le cas autrefois. Les spécificités observées de même que les différences ressenties ne sont pas très importantes, sauf peut-être chez les futurs agriculteurs, et les interviews montrent que la ruralité est avant tout prise comme un cadre de vie particulier. Les jeunes ruraux ne vivent pas dans un monde à part, d'ailleurs un quart des jeunes de l'enquête est d'origine urbaine, et encore moins dans les limites de leur village : 61 % d'entre eux, par exemple, ont leurs meilleurs amis surtout dans d'autres communes (on ne reviendra pas sur les causes bien connues de cet élargissement des horizons). Il n'existe donc pas vraiment de conscience « rurale » et le sentiment d'appartenir à un village ou à un « pays » est lui-même relatif et conditionnel chez la majorité des jeunes ruraux, surtout chez ceux qui n'ont pas terminé leurs études comme on l'a vu.

La ruralité est avant tout perçue comme un genre de vie, dont l'atout principal est évidemment l'importance croissante accordée à la qualité du cadre de vie, d'autant plus que les jeunes ruraux sont très attachés à la maison individuelle... mais de préférence dans une commune « vivante », assez grande et/ou assez proche d'une ville. Les ruraux de souche se détournent eux-mêmes des villages isolés et les ruraux d'origine citadine sont encore plus sensibles aux avantages d'une proximité urbaine. Les résultats du recensement de 1990 confirment les tendances observées dans cette enquête. Est-ce à dire qu'il serait aussi vain de sauver toutes les communes rurales qu'il le fut, il y a demi-siècle, d'espérer endiguer l'exode agricole ? Là où menace le dépeuplement, faut-il « faire la part du feu » de façon à maintenir un tissu moins uniforme mais viable ? Faut-il relancer l'intercommunalité, à la veille de l'élargissement à une Europe dans laquelle la majorité des communes rurales françaises ne seraient que des hameaux ? On devine ce qui se passera si les jeunes ruraux font ce qu'ils disent, on peut donc en tenir compte, on doit de toutes manières respecter leurs choix.